

Doc. 15968
16 avril 2024

Élection du Secrétaire Général du Conseil de l'Europe

Communication Comité des Ministres

Sommaire:

I. Lettre du Président des Délégués des Ministres au Président de l'Assemblée en date du 25 mars 2024.....	p. 2
II. Resolution CM/Res(2024)1 relative à la nomination au poste de Secrétaire Général.....	p. 3
III. Candidatures:	
- Candidature de M. Alain Berset (Suisse)	p. 5
- Candidature de M. Indrek Saar (Estonie)	p. 9
- Candidature de M. Didier Reynders (Belgique)	p. 17



Presidency of / Présidence du
LIECHTENSTEIN
Council of Europe / Conseil de l'Europe
11/2023—05/2024

M. Theodoros Rousopoulos
Président de l'Assemblée parlementaire
du Conseil de l'Europe
Strasbourg

Ref ► Sec/CM/Out(2024)35

Strasbourg, 25 mars 2024

Monsieur le Président,

Je vous informe que lors de la 1493^e réunion des Délégués des Ministres (25 mars 2024), le Comité des Ministres a adopté la Résolution CM/Res(2024)1 contenant la liste des candidats qu'il a décidé de soumettre à l'Assemblée parlementaire en vue de l'élection du Secrétaire Général.

Cette liste a été établie à la suite d'un vote conformément au règlement intérieur du Comité. Les noms sont présentés par le Comité des Ministres par ordre de préférence.

Vous trouverez ci-joint une copie de la Résolution dans les deux langues officielles.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma considération distinguée.

Domenik Wanger
Président des Délégués des Ministres

Résolution CM/Res(2024)1 relative à la nomination au poste de Secrétaire Général

*(adoptée par le Comité des Ministres le 25 mars 2024,
lors de la 1493^e réunion des Délégués des Ministres)*

Le Comité des Ministres, en vertu de l'article 36.b du Statut du Conseil de l'Europe,

Vu le Règlement relatif à la nomination du Secrétaire Général(e), du (de la) Secrétaire Général(e) Adjoint(e) et du (de la) Secrétaire Général(e) de l'Assemblée parlementaire ayant rang de Secrétaire Général(e) Adjoint(e) ;

Vu les décisions prises lors de la 117^e Session ministérielle (mai 2007) ;

Vu les Règles et procédures pour les futures élections du (de la) Secrétaire Général(e) – Déclaration interprétative conjointe, adoptée par l'Assemblée parlementaire lors de la Commission permanente le 12 mars 2010 et par le Comité des Ministres le 24 mars 2010, et modifiée par l'Assemblée parlementaire le 22 janvier 2018 et par le Comité des Ministres le 13 décembre 2017 ;

Ayant examiné les trois candidatures déposées par les Gouvernements de la Belgique, de l'Estonie et de la Suisse ;

Ayant consulté les représentants de l'Assemblée parlementaire au sein du Comité mixte le 25 janvier 2024 ;

Ayant procédé à des entrevues avec les trois candidats lors de la présente réunion (20 mars 2024),

Décide de soumettre à l'Assemblée parlementaire, pour la nomination au poste de Secrétaire Général, avec effet au 18 septembre 2024, les candidatures suivantes, par ordre de préférence, les noms des gouvernements qui les ont présentées figurant entre parenthèses :

- M. Alain Berset (Suisse) ;
- M. Indrek Saar (Estonie) ;
- M. Didier Reynders (Belgique).

1486^e réunion, 17 janvier 2024

1 Questions générales

1.7 Élection du (de la) Secrétaire Général(e) – Procédure

Le Secrétariat rappelle que le 18 octobre 2023 (1478^e réunion, point 1.7), les Délégués ont adopté le calendrier relatif à la procédure pour l'élection du (de la) Secrétaire Général(e). La date limite de dépôt des candidatures est fixée au 10 janvier 2024.

Par lettre en date du 10 janvier 2024, les autorités suisses ont informé la Présidente du Comité des Ministres et la Secrétaire Générale qu'elles proposent la candidature de M. Alain Berset au poste de Secrétaire Général. La lettre correspondante et le curriculum vitae de M. Berset figurent en annexe.

¹ Ce document a été classé en diffusion restreinte jusqu'à la date de son examen par le Comité des Ministres.



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Le Chef du Département fédéral des affaires étrangères DFAE

Berne, le 10 janvier 2024

**Candidature de Monsieur Alain Berset
au poste de Secrétaire Général(e) du Conseil de l'Europe**

Madame la Présidente,

Par courrier du 25 octobre 2023, le Président du Comité des Ministres, M. Krišjānis Karinš, Ministre des Affaires étrangères de Lettonie, a invité les Etats membres à présenter des candidatures au poste de Secrétaire Général(e) du Conseil de l'Europe, en vue de l'élection qui se tiendra en juin 2024.

J'ai décidé de présenter la candidature de Monsieur Alain Berset, ancien Président de la Confédération.

Monsieur Alain Berset a siégé au Gouvernement suisse de 2012 à 2023, période au cours de laquelle il a occupé la fonction de Président de la Confédération à deux reprises (2018 et 2023). En sa fonction de Ministre, Monsieur Alain Berset a dirigé le Département fédéral de l'Intérieur, dont relèvent nombre de domaines d'activité du Conseil de l'Europe. Parmi eux figurent notamment la culture, la santé, les assurances sociales, l'enfance et la jeunesse, l'égalité entre femmes et hommes et la lutte contre les discriminations et le racisme.

Avant de siéger au Gouvernement, Monsieur Alain Berset a été membre du Parlement fédéral suisse de 2003 à 2011. Il a présidé le Conseil des Etats, Chambre haute du Parlement, en 2008/2009. De langue maternelle française, Monsieur Alain Berset parle également l'anglais et l'allemand et comprend l'italien, ainsi que l'espagnol.

Je suis persuadé que Monsieur Alain Berset assurera avec grande compétence et détermination la promotion des valeurs du Conseil de l'Europe. Bénéficiant de sa longue expérience aux plus hautes fonctions exécutives, il saura en outre assurer le bon fonctionnement de l'Organisation et la préparer à relever les défis actuels et futurs, en mettant en œuvre les priorités définies lors du Sommet de Reykjavik.

Je vous prie d'agréer, Madame la Présidente, l'assurance de ma haute considération.

Ignazio Cassis
Conseiller fédéral

Son Excellence
Madame Dominique Hasler
Ministre des Affaires étrangères, de l'Education et du Sport de la Principauté de Liechtenstein
Présidente du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe

Copie: Madame Marija Pejčinović Burić, Secrétaire Générale du Conseil de l'Europe

Annexe CV de Monsieur Alain Berset



Alain BERSET

Ancien Président de la Confédération suisse et chef du Département fédéral de l'intérieur DFI (santé, sécurité sociale, culture, égalité entre femmes et hommes, enfance et jeunesse, lutte contre les discriminations et le racisme)

Politicien suisse avec une longue expérience aux plus hauts niveaux exécutif et législatif et avec des compétences marquées en matière de recherche de consensus, de prise de décision et de gestion. Intérêt marqué pour le multilatéralisme, le droit international, la primauté du droit et les droits de l'homme

Données personnelles

9 avril 1972, Fribourg, Suisse

Marié, 3 enfants (20, 18, 16)

Doctorat en économie, Master en sciences politiques

Carrière politique

2023	Président de la Confédération suisse
2018	Président de la Confédération suisse
2012 – 2023	Membre du gouvernement suisse (Conseil fédéral) et chef du Département fédéral de l'Intérieur DFI
2009	Président du Conseil des Etats (Chambre haute)
2007 – 2011	Membre de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE
2005 – 2011	Membre de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie
2005 – 2011	Vice-président du groupe parlementaire social-démocrate
2003 – 2011	Membre du Conseil des Etats (Chambre haute)
2000 – 2004	Membre de l'Assemblée constituante du canton de Fribourg
2001 – 2003	Membre du législatif communal de Belfaux (CH)

Activité professionnelle

2006 – 2011	Conseiller en stratégie et communication
2001 – 2004	Conseiller stratégique du Département de l'économie du canton de Neuchâtel
2000 – 2001	Chercheur invité à l'Institut d'Economie internationale de Hambourg
1996 – 2000	Assistant/chercheur à l'Institut de recherche sur le développement économique régional de l'Université de Neuchâtel

Éducation

2005	Doctorat en sciences économiques à l'Université de Neuchâtel
1996	Master en sciences politiques à l'Université de Neuchâtel

Autres activités

2005 – 2011	Président de l'Association suisse pour la promotion des AOC/IGP, Berne
	Président de l'Association suisse des locataires – Section Suisse romande, Lausanne
2004 – 2011	Président de la fondation pour enfants et adultes handicapés Les Buissonnets, Fribourg

1486^e réunion, 17 janvier 2024

1 Questions générales

1.7 Élection du (de la) Secrétaire Général(e) – Procédure

Le Secrétariat rappelle que le 18 octobre 2023 (1478^e réunion, point 1.7), les Délégués ont adopté le calendrier relatif à la procédure pour l'élection du (de la) Secrétaire Général(e). La date limite de dépôt des candidatures est fixée au 10 janvier 2024.

Par lettre en date du 1^{er} décembre 2023, les autorités estoniennes ont informé la Présidente du Comité des Ministres et la Secrétaire Générale qu'elles proposent la candidature de M. Indrek Saar au poste de Secrétaire Général(e) (annexe 1). Le curriculum vitae de M. Saar figure en annexe 2.

¹ Ce document a été classé en diffusion restreinte jusqu'à la date de son examen par le Comité des Ministres.

Annexe 1
(traduction)



***Ministre des Affaires étrangères
de la République d'Estonie***

Tallinn, le 1er décembre 2023

Madame la Secrétaire Générale, Madame la Présidente du Comité des Ministres,

Je fais suite à la lettre du 25 octobre 2023 du Président du Comité des Ministres, M. Krišjānis Karinš, Ministre des Affaires étrangères de la Lettonie, concernant la nomination de candidats et de candidates aux fonctions de Secrétaire Général(e) du Conseil de l'Europe, en vue de l'élection qui se tiendra en juin 2024.

J'ai l'honneur de saisir cette occasion pour présenter officiellement la candidature de M. Indrek Saar au nom du Gouvernement de la République d'Estonie pour la fonction de Secrétaire Général(e) du Conseil de l'Europe.

M. Indrek Saar était ministre de la Culture lors de notre présidence du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe en 2016 et de notre présidence du Conseil de l'Union européenne en 2017 – moments importants pour l'Estonie. Éminente personnalité politique, M. Indrek Saar est l'ancien président du Parti social-démocrate de l'Estonie et auparavant il a été député au Parlement estonien pendant quatre mandats consécutifs.

M. Indrek Saar a acquis une solide expérience en ce qui concerne les travaux, les activités et le fonctionnement du Conseil de l'Europe en sa qualité de membre de la délégation estonienne auprès de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe entre 2007 et 2023. À ce titre, il a joué un rôle de premier plan en qualité de président de la commission du Règlement et de corapporteur pour le suivi de pays et a participé à de nombreuses missions d'observation d'élections.

Je suis convaincu que M. Indrek Saar serait un excellent Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, qui mettrait sa vision, son engagement, son expérience en matière de gestion à haut niveau et ses talents de communication au service de l'Organisation pour laquelle la démocratie, les droits humains et l'État de droit sont des valeurs essentielles pour assurer aux populations une vie meilleure.

Je vous prie de croire, Madame la Secrétaire Générale, Madame la Présidente du Comité des Ministres, à l'assurance de ma plus haute considération.

Margus Tsahkna

Marija Pejčinović Burić
Secrétaire Générale du Conseil de l'Europe
STRASBOURG

Mme Dominique Hasler
Ministre des Affaires étrangères du Liechtenstein
VADUZ

Lettre de candidature

Plus les temps sont agités, plus le rôle du Conseil de l'Europe en tant que gardien des droits humains, de la démocratie et de l'État de droit est important. Toutes les décisions du Conseil de l'Europe doivent reposer fermement et systématiquement sur ces valeurs que nous avons en commun, ce qui exige un maximum d'efforts à tous les niveaux de l'Organisation. Si nous sommes unis autour de valeurs communes, nous sommes aussi des individus à part entière ou nous représentons des pays dont les visions du monde, les cultures et les expériences sont différentes.

Les conséquences de l'agression de la Russie contre l'Ukraine continuent de figurer en tête de nos priorités. Dans le même temps, nous sommes confrontés à un recul de la démocratie et à d'importants défis en matière de droits humains. Nous ne pouvons pas non plus sous-estimer l'impact des technologies modernes sur les droits humains. Aucun pays ne peut relever seul ces défis – c'est là que réside la force du multilatéralisme.

Je suis fier de la position de principe adoptée par notre Organisation face aux crises actuelles qui touchent les droits humains, l'État de droit et la démocratie. Le fait que nous soyons parvenus à un consensus sur notre rôle et que nous l'ayons affirmé au plus haut niveau politique dans la Déclaration de Reykjavík représente une avancée significative. Nous devrions poursuivre la mise en œuvre de tout ce qui a été convenu à Reykjavík dans notre travail quotidien et ce avec le plus grand dévouement. C'est ce que l'on attend de nous.

Nous ne devons pas viser moins que d'être des acteurs de pointe et de référence à l'échelle mondiale. Le Conseil de l'Europe a déjà de multiples exemples de réalisations majeures à son actif, à commencer par la Convention européenne des droits de l'homme et la Cour européenne des droits de l'homme.

La Commission de Venise ou les conventions du Conseil de l'Europe, notamment celles sur la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique ou contre la traite des êtres humains, sur la prévention de la torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants et sur la protection des minorités ou encore la Convention de Budapest sur la cybercriminalité sont d'autres exemples de notre rôle moteur. Notre objectif concernant l'intelligence artificielle et la technologie numérique devrait être tout aussi explicite. Cela signifie également que notre Organisation doit suivre cette évolution en interne, car l'innovation technologique rendra notre travail plus efficace, plus pertinent et plus visible.

Je suis convaincu que ma vaste et riche expérience de dirigeant dans le domaine politique, notamment en tant que chef et secrétaire général de parti politique et que membre du gouvernement et du parlement, ainsi que dans le domaine des arts du spectacle, sera un excellent atout pour assurer le développement organisationnel du Conseil de l'Europe, pour promouvoir son rôle et l'impact de son action au niveau international et pour accroître sa visibilité, tout en œuvrant en parfaite synergie avec ses deux organes statutaires, le Comité des Ministres et l'Assemblée parlementaire, dans le but de défendre sans relâche les droits humains, la démocratie et l'État de droit.

Indrek Saar

Annexe 2
(traduction)

Curriculum vitae

État civil

- Nom : Indrek Saar
- Date de naissance : 20 février 1973
- Nationalité : estonienne



Activités professionnelles

- **2019-2023 : Membre du Parlement estonien, président du groupe du Parti social-démocrate (SDE)**
 - Membre de la commission des affaires étrangères, membre suppléant de la commission des affaires de l'Union européenne, président du groupe du SDE.
- **2019-2022 : Président du Parti social-démocrate de l'Estonie**
 - Conduite de l'action du parti ayant réussi à empêcher la tenue d'un référendum sur la définition du mariage – désignant uniquement l'union entre un homme et une femme – proposée par le parti d'extrême droite au gouvernement.
 - Après les élections municipales de 2021, le Parti social-démocrate était représenté dans les coalitions de 22 municipalités estoniennes (sur 79), dont la capitale Tallinn et les deux autres plus grandes villes du pays.
- **2015-2019 : Ministre de la Culture de la République d'Estonie**
 - Coordination du programme culturel de la Présidence estonienne du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe en 2016.
 - Conduite des travaux des ministres de la Culture et des Sports de l'UE pendant la présidence estonienne du Conseil de l'Union européenne en 2017.
 - Coordination des célébrations du centenaire de la République d'Estonie au titre d'un vaste programme culturel déployé dans le monde entier.
 - En tant que membre du gouvernement, contribution à la campagne réussie qui a permis à l'Estonie de siéger au Conseil de sécurité des Nations Unies.
 - Rationalisation de la base de financement du sport.
 - Forte augmentation des salaires des travailleurs et formateurs du secteur de la culture.
 - Plus long mandat de ministre de la Culture de l'histoire de la République d'Estonie.

- **2011-2015 : Secrétaire général du Parti social-démocrate de l'Estonie**
 - Responsable des activités courantes du parti et de la conduite de ses campagnes électorales.
 - Augmentation du nombre de membres du Parti de plus de 30 % durant ce mandat de secrétaire général.
- **2009-2011 : Vice-président du Parti social-démocrate de l'Estonie**
 - Responsable de l'organisation du Parti.
 - Conduite de l'opération de fusion avec le Parti populaire estonien, qui a abouti en 2011 au meilleur résultat électoral du Parti dans l'Estonie indépendante.
- **2007-2015 ; 2019-2020 ; 2022-2023 : Membre de la délégation estonienne auprès de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE)**
 - Fonctions de président de la délégation nationale, de président de la commission du Règlement ainsi que de vice-président du Groupe des socialistes, démocrates et verts.
 - Participation à des missions d'observation d'élections en Moldova (en tant que chef de délégation), en Albanie, en Azerbaïdjan, en Géorgie, au Monténégro, en Serbie, en Ukraine et en Russie ; corapporteur de l'APCE pour le suivi de la Serbie.
 - Participation aux travaux de plusieurs commissions de l'APCE : commission des migrations, des réfugiés et des personnes déplacées, commission de suivi, commission des questions politiques et de la démocratie, commission des questions sociales, de la santé et de la famille, commission de la culture, de la science, de l'éducation et des médias et commission sur l'égalité et la non-discrimination.
- **2007-2015 : Membre du Parlement estonien**
 - 2007-2011 : Membre de la commission juridique, vice-président du groupe du Parti social-démocrate.
 - 2011-2015 : Vice-président de la commission constitutionnelle (qui s'occupe également des questions relatives aux droits de l'homme).
- **2006-2007 : PDG du théâtre NO99 / Vanalinnastudio**
 - Création du théâtre NO99, qui a eu des retombées significatives sur la scène culturelle en Estonie et au niveau international.
 - Conduite d'une restructuration majeure du théâtre, qui a permis de relancer ses activités en moins d'un an.
- **2006-2009 : Président de l'Association estonienne des institutions des arts du spectacle**
 - Direction de l'Association estonienne des directeurs de théâtre ; en 2006, cette dernière, qui était auparavant limitée aux directeurs des théâtres d'État, est devenue l'Association estonienne des institutions des arts du spectacle, organisation professionnelle représentant les intérêts de tous les sites d'arts du spectacle du pays.

- **2004-2005 : Conseiller auprès du théâtre NO99 / Vanalinnastudio**
 - Contribution au redressement financier du théâtre, qui était en état de faillite artistique et financière.
- **2002-2007 : Vice-président du Conseil municipal de Rakvere**
- **2000-2006 : Président de l'Association estonienne des directeurs de théâtre**
- **1996-2006 : PDG du Théâtre de Rakvere**
 - Redressement des finances et des activités du théâtre, ce qui a permis d'augmenter considérablement le nombre de spectateurs (de 20 000 à 60 000 par an) et de rénover complètement le site.
 - En collaboration avec le directeur artistique, création d'une nouvelle vision pour le théâtre, mettant l'accent sur les productions innovantes et la mobilisation de la collectivité.
 - Lauréat du Prix citoyen de Rakvere pour sa contribution exceptionnelle en faveur du théâtre et de la ville de Rakvere.

Autres engagements professionnels

- Comité olympique estonien, membre du comité exécutif
- Fondation pour le Centre de compétences pour l'activité physique, membre du conseil de surveillance
- Estonian Actors' Union, membre
- Stage Combat Union, membre
- Radio-télévision publique estonienne, ancien membre du conseil de surveillance
- Théâtre de Rakvere, ancien membre du conseil de surveillance
- Fondation NO99, ancien membre du conseil de surveillance
- Opéra national estonien, ancien membre du conseil de surveillance
- Académie des arts de l'Estonie, ancien membre du conseil de surveillance
- Fondation culturelle de l'Estonie, ancien membre du conseil de surveillance

Prix et récompenses

- 2001 : Travailleur culturel de l'année
- 2001 : Fondation culturelle de l'Estonie, Prix annuel des arts du spectacle
- 2005 : Prix Ants Lauter décerné à un acteur de théâtre
- 2007 : Commandeur de l'Ordre du mérite de l'Espagne
- 2008 : Médaille de la couronne de Rakvere
- 2019 : Médaille du mérite du Comité olympique estonien
- 2023 : Ordre de troisième classe, distinction de l'État estonien
- 2023 : Titre d'associé honoraire de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe et médaille de l'Assemblée

Formation

- 1996 : Académie estonienne de musique et de théâtre, théâtre, Master of Arts
- 1991-1992 : Rønne Gymnasium, Danemark, programme d'échange scolaire
- 1991 : Lycée de Kuressaare

Compétences linguistiques

- Estonien (langue maternelle)
- Anglais (courant)
- Danois (courant)
- Russe (courant)
- Allemand (notions)
- Français (notions)

Loisirs

- Théâtre
- Basketball
- Beach-volley
- Ski de fond
- Apiculture

1486^e réunion, 17 janvier 2024

1 Questions générales

1.7 Élection du (de la) Secrétaire Général(e) – Procédure

Le Secrétariat rappelle que le 18 octobre 2023 (1478^e réunion, point 1.7), les Délégués ont adopté le calendrier relatif à la procédure pour l'élection du (de la) Secrétaire Général(e). La date limite de dépôt des candidatures est fixée au 10 janvier 2024.

Par lettre en date du 8 janvier 2024, les autorités belges ont informé la Présidente du Comité des Ministres et la Secrétaire Générale qu'elles proposent la candidature de M. Didier Reynders au poste de Secrétaire Général. Les lettres correspondantes et le curriculum vitae de M. Reynders figurent en annexe.

¹ Ce document a été classé en diffusion restreinte jusqu'à la date de son examen par le Comité des Ministres.

**ROYAUME DE BELGIQUE**

Ministre des Affaires étrangères,
des Affaires européennes et du Commerce extérieur,
et des Institutions culturelles fédérales

Mme Marija Pejčinović Burić

Secrétaire Générale du Conseil de l'Europe
STRASBOURG

Mme Dominique Hasler

Ministre des Affaires étrangères du Liechtenstein
VADUZ

votre courrier du

vos références

nos références

Date

HL/DD

08/01/2024

à mentionner dans toute correspondance

Objet: Procédure de nomination de candidat(e)s aux fonctions de Secrétaire Général(e) du Conseil de l'Europe

Madame la Secrétaire Générale,
Madame la Présidente du Comité des Ministres,

J'ai l'honneur de me référer à la procédure de nomination de candidat(e)s aux fonctions de Secrétaire Général(e) du Conseil de l'Europe.

Au nom du Gouvernement du Royaume de Belgique, j'ai l'honneur de présenter officiellement la candidature de M. Didier Reynders pour la fonction de Secrétaire Général du Conseil de l'Europe. Je vous saurais gré de transmettre cette candidature au Comité des Ministres.

M. Didier Reynders dispose du profil idéal pour cette fonction.

M. Reynders occupe actuellement les fonctions de Commissaire européen à la justice, depuis décembre 2019. A ce titre, il est notamment en charge de garantir le respect de l'Etat de droit dans l'Union européenne. Dans ce contexte, il a travaillé en coopération étroite avec le Conseil de l'Europe tout au long de son mandat de Commissaire.

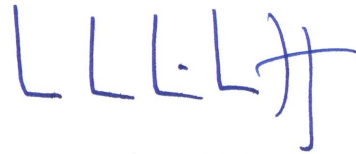
Il est à ce titre fortement engagé en soutien à l'Ukraine, tant sur les questions de responsabilité pour les crimes internationaux commis dans ce conflit, que dans le respect des mesures restrictives de l'Union, ou encore dans le soutien à la reconstruction de l'Ukraine.

Auparavant, le Commissaire Reynders a occupé plusieurs fonctions ministérielles de premier plan au sein du gouvernement fédéral belge, de 1999 à 2019. Il a notamment été Ministre des Finances de 1999 à 2011, puis Ministre des Affaires étrangères et européennes de 2011 à 2019. De 2004 à 2019, il a par ailleurs occupé la fonction de Vice-Premier Ministre. En 2019, il a aussi été Ministre de la Défense.

Je suis convaincue que l'expérience de Didier Reynders au niveau national et international, son engagement en faveur de la démocratie, de l'état de droit et des droits fondamentaux, ainsi que son solide réseau, font de lui un candidat de très grande qualité. Sa vision politique axée sur les valeurs, et ses talents de négociation et de communication, constituent autant d'atouts dont pourrait bénéficier le Conseil de l'Europe.

Veuillez trouver en annexe à ce courrier la lettre de candidature de M. Reynders ainsi que son curriculum vitae.

Je vous prie d'agréer, Madame la Secrétaire Générale, Madame la Présidente du Comité des Ministres, l'assurance de ma plus haute considération.



Hadja Lahbib



Par la présente, je souhaite vous faire part de ma candidature au poste de Secrétaire général du Conseil de l'Europe. Fort de l'expérience acquise au cours de ma carrière, je suis déterminé à contribuer à la défense des valeurs de l'organisation, à son orientation stratégique et à son rayonnement en Europe et dans le monde.

A Reykjavik, en 2023, les chefs d'Etat et de gouvernement se sont engagés à renforcer le rôle du Conseil de l'Europe dans l'architecture multilatérale européenne et la gouvernance mondiale. Dans un contexte géopolitique marqué par de nombreux défis et de multiples crises régionales et mondiales, dont l'agression russe contre l'Ukraine, et où des valeurs comme l'Etat de droit sont remises en cause, l'action du Conseil de l'Europe pour les droits humains, la démocratie et l'Etat de droit est plus essentielle que jamais.

Mon expérience comme Vice-Premier Ministre belge et comme Ministre successivement en charge des Finances, des Affaires étrangères et européennes et de la Défense, puis comme Commissaire européen à la justice, m'a permis d'acquérir une connaissance approfondie des enjeux multilatéraux et de développer un réseau de haut niveau. Je dispose de compétences solides en matière de négociations intergouvernementales, comme j'ai pu le montrer lorsque j'ai présidé l'Eurogroupe au moment de l'introduction de l'euro, ou le Conseil ECOFIN en 2001 puis en 2010.

En tant que Commissaire européen en charge du respect de l'Etat de droit, j'ai eu à cœur de promouvoir une approche basée sur le dialogue et l'égalité de traitement entre États. Alors Ministre des Affaires étrangères et européennes, j'ai proposé en 2016 la mise en place d'une évaluation par les pairs de la situation de l'Etat de droit dans chaque Etat membre de l'Union. Le rapport annuel sur l'Etat de droit, publié par la Commission depuis mon entrée en fonction, encourage les réformes et permet un tel dialogue. Dans ce cadre, je travaille en étroite coopération avec le Conseil de l'Europe, et notamment avec la Cour européenne des droits de l'homme, la Commission de Venise et le GRECO. Le rapport annuel sera élargi en 2024 aux États candidats les plus avancés dans leurs négociations d'adhésion à l'Union. Par ailleurs, mon travail relatif à la protection des données personnelles ou à la mise en place de règles éthiques en matière d'intelligence artificielle s'inscrivent dans la défense des droits et de la dignité de chacun.

L'agression russe contre l'Ukraine rappelle l'importance d'un ordre international fondé sur le respect du droit. Comme Commissaire européen à la justice, je me suis pleinement engagé pour que les crimes internationaux ne restent pas impunis, mais aussi pour que la Russie soit amenée à contribuer aux efforts de reconstruction. Je serais honoré de poursuivre cet engagement en soutien à l'Ukraine en tant que Secrétaire général.

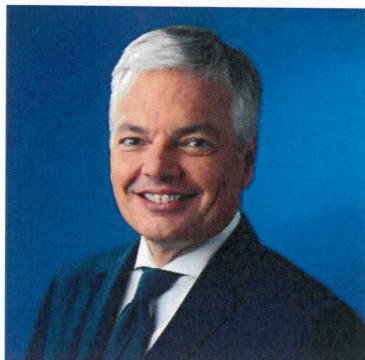
Ayant eu l'opportunité de diriger successivement en Belgique le département des finances, la diplomatie et la défense, puis actuellement la Direction générale justice et le service d'audit interne de la Commission européenne, j'ai fait preuve de leadership, assisté par des équipes de grande qualité, dans des contextes multiculturels et internationaux. Au cours de ma carrière politique nationale et européenne, j'ai pu mettre à profit mes capacités à négocier avec des interlocuteurs de haut niveau et à communiquer auprès de larges audiences, en français comme en anglais.

Je souhaite renforcer le rôle du Secrétaire général, et ses relations avec le Comité des Ministres et l'Assemblée parlementaire. Mon ambition est de travailler étroitement avec ces deux instances, par un échange d'informations et une coordination accrus. Il m'importe aussi de promouvoir les synergies entre le Conseil de l'Europe et l'Union européenne au plus haut niveau, tout en préservant le système unique propre au Conseil de l'Europe auquel l'Union européenne doit adhérer.

Je veux être un Secrétaire général ambitieux et rassembleur, garant du respect de la diversité et de la défense de nos valeurs communes

Didier REYNDERS

Didier REYNDERS



Fonctions actuelles : Commissaire européen à la justice, en charge de l'Etat de droit, de la protection des consommateurs, de la protection des données et du service d'audit interne de la Commission

Fonctions gouvernementales antérieures : membre du gouvernement fédéral belge du 12 juillet 1999 au 30 novembre 2019

- Ministre des Affaires étrangères et européennes, chargé de Beliris et des Institutions culturelles fédérales (octobre 2014 – novembre 2019), ainsi que de la Défense (décembre 2018 – novembre 2019)
- Ministre des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et des Affaires européennes (2011 - 2014)
- Vice-Premier Ministre (18 juillet 2004 – 30 novembre 2019)
- Ministre des Finances (1999 - 2011), ainsi que Ministre en charge de la Régie des Bâtiments (2003 - 2011), Ministre des Réformes institutionnelles (2004 - 2011), Ministre en charge de la Loterie Nationale et de la Société Fédérale de Participations et d'Investissement (SFPI) et des entreprises d'assurances (2007 - 2011)
- Président de l'Ecofin (juillet - décembre 2001 / juillet - décembre 2010)
- Président de l'Eurogroupe (2001)
- Président du G10 réunissant les principaux Etats créanciers (2002)
- Membre du G7 (2001)

Activités politiques

- Président du Mouvement Réformateur (MR) (2004 - 2011)
- Membre du bureau et Vice-président de l'Internationale libérale (2005 - 2011)
- Président du groupe libéral PRL FDF à la Chambre des Représentants (1995 - 1999)
- Député à la Chambre des Représentants (1992-1999)
- Président de la Régionale bruxelloise du MR (2013 - 2019)
- Conseiller communal et Chef du groupe MR au Conseil communal de la Commune d'Uccle (2012-2018)
- Président de la Fédération provinciale et de l'Arrondissement de Liège du MR (1995 - 2004)
- Chef du groupe MR au Conseil communal de la Ville de Liège (1995 - 2012)
- Conseiller communal à Liège (1988 - 2012)
- Chef de Cabinet du Vice-Premier Ministre, Ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles Jean Gol (1987 - 1988)

Fonctions académiques

- Maître de conférences à l'Université libre de Bruxelles (2017 - 2019)
- Maître de conférences invité à la Louvain School of Management – Université catholique de Louvain (2007 - 2019)
- Professeur invité – HEC-Ecole de gestion de l'Université de Liège (2005 - 2017)
- Chargé de cours/ Professeur invité aux Hautes Etudes commerciales de Liège (1989 - 2004)

Autres activités

- Président de la Société Nationale des Voies aériennes (1991 - 1993)
- Président de la Société Nationale des Chemins de fer Belges (SNCB) (1986 - 1991)
- Directeur général au département des pouvoirs locaux du Ministère de la Région wallonne (1985 - 1988)
- Avocat (1981 - 1985)